

Les Nouvelles

Mensuel édité par
la Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1037

12 Octobre 2020

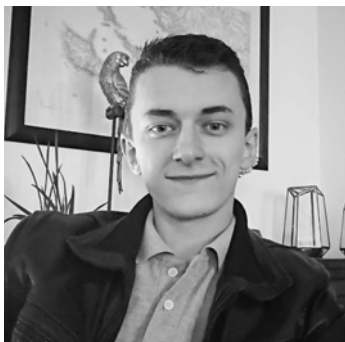
prix: 0,70 €

CHÂTEAUBRIANT

LE 22 OCTOBRE 1941
LES NAZIS LES FUSILLÈRENT
ILS RÉSISTAIENT
POUR NOS LIBERTÉS
POUR LA FRANCE

DIMANCHE 18 OCTOBRE 2020

L'édito de Robin SALECROIX - Résister hier comme aujourd'hui



Alors que les cérémonies en hommage aux 48 fusillés de Châteaubriant, Nantes et du Mont Valérien du 22 octobre 1941 se préparent, la pertinence de leur combat révèle cette année encore toute son acuité.

Au-delà de la lutte prioritaire contre les forces hitlériennes et la montée du fascisme, leur engagement intimement lié à une vision de progrès et d'émancipation de l'Humanité a semé les graines de conquêtes cruciales pour les travailleurs (services publics, nationalisations, Sécurité Sociale...). C'est bien grâce à eux et à toutes celles et ceux qui se mobilisèrent dès les premières heures de l'occupation, voire même avant en étant aux côtés des Républicains Espagnols, que le Conseil National de la Résistance et son programme « Les Jours Heureux » ont pu voir le jour.

Alors que nous fêtons cette année le 77^{ème} anniversaire de sa création ainsi que le centenaire de notre Parti, leur sacrifice nous oblige. Bien loin du seul devoir de mémoire, le PCF prolonge grâce à l'engagement de ses militants le nécessaire combat pour un monde plus juste, renversant les dominations de tous ordres. **Tandis que nous traversons une crise sans précédents épuisant les Hommes comme leur environnement et que les forces de l'argent concentrent leurs attaques en direction des salariés et des familles populaires, il y a urgence à voir émerger un nouveau modèle de société.**

Campagne nationale pour l'emploi, mobilisation des communistes et de leurs élus aux côtés des salariés en lutte dans de nombreux secteurs, élections départementales et régionales seront autant d'opportunités pour construire pied à pied des réponses crédibles ainsi que des débouchés de long terme pour notre pays et ses habitants. Hausse de salaire, embauches, renforcement des services publics seront autant de combats âpres à mener demain encore. L'esprit de Résistance devra plus encore se conjurer au présent pour gagner ensemble une vie meilleure.

États-Unis



Une élection pour rien ?

2

Budget 2021



Milliards sans contrepartie

3

Amnesty International



18 mois d'enquête

3

Une clinique en grève



Pour la dignité au travail

5

Rentrée étudiante



La crise par dessus la crise

8

Bolivie : faire échec au putchisme

Les Boliviens sont appelés aux urnes le 18 octobre pour désigner leur nouveau président de la République. Un an après le coup d'État fasciste qui a renversé le gouvernement socialiste d'Evo Morales, ces élections seront décisives pour la souveraineté et la démocratie bolivienne. L'ancien président ayant été interdit de se représenter, c'est Luis Arce qui porte l'espoir du Mouvement vers le socialisme (MAS). Largement en tête des sondages, il a déjà remporté une victoire en forçant la présidente putchiste Jeanine Añez à se désister pour éviter la déroute de son camp dès le premier tour. La maîtrise par les Boliviens de leurs ressources nationales, l'enracinement de la démocratie et les droits des peuples indigènes seront autant d'enjeux déterminants de cette élection.



L'international

2

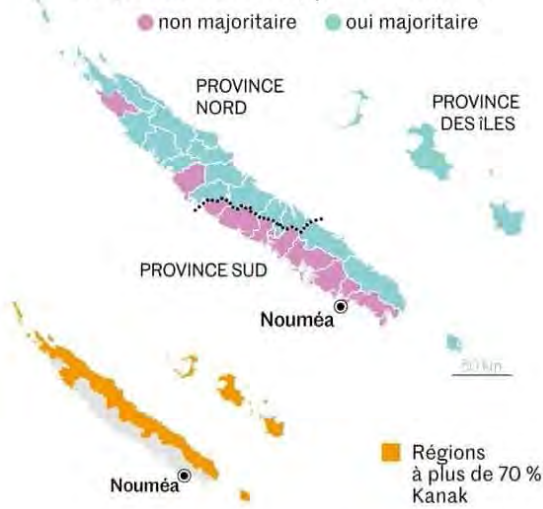
Brèves

Kanaky/Nouvelle-Calédonie : le « non » à l'indépendance

« Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? »
résultats provisoires, en % des votants



Résultats provisoires en % des votants, par commune



Deux ans après s'être déjà prononcés sur la question de l'indépendance, les électeurs de Nouvelle-Calédonie ont une nouvelle fois écarté cette option à 53 % des suffrages.

Le « oui » progresse de 3 points par rapport au précédent scrutin. Comme il y a deux ans, le référendum a fait apparaître un réel clivage ethnique, les Kanaks ayant plébiscité le « oui » tandis que les Caldoches (blancs) sont restés loyalistes. Un troisième et dernier scrutin est possible d'ici 2022 conformément au processus de Nouméa.

Politique belge : c'est pas de la blague



Le libéral flamand Alexander De Croo prend la tête du gouvernement chez nos voisins belges. Une information somme toute banale pour vous mais en Belgique, ça passera presque pour un évènement, tant il est difficile de se mettre d'accord.

En effet, il aura fallu presque 13 mois pour qu'une coalition de 7 partis émerge à l'issue des élections législatives, de quoi largement « oublier pour qui vous aviez voté » disent certains.

Notez tout de même que le dernier gouvernement en date avait chuté en décembre 2018, soit une blague qui aura duré près de 21 mois. Précisons que nos camarades du PTB ont refusé de participer à la farce.

Pourquoi le Haut-Karabagh s'embrase-t-il ?

La reprise des hostilités entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan le 27 septembre s'inscrit à la suite d'une longue montée des tensions dans la région du Caucase.

Ces deux ex-républiques soviétiques étaient déjà en conflit du temps de l'URSS au sujet de la souveraineté sur le Haut-Karabagh, région autonome peuplée d'Arméniens mais rattachée à l'Azerbaïdjan. La dislocation de l'Union soviétique a remis le sujet au centre des attentions et une longue et meurtrière guerre s'est conclue en 1994 par un cessez-le-feu précaire. Afin de maintenir cette région enclavée dans son orbite, l'Arménie occupe militairement des territoires attenants correspondant à plus d'un dixième du territoire azéri dont il a chassé la population.

Depuis un quart de siècle, le Haut-Karabagh et les territoires occupés constituent le thème central de la vie politique azérie et le principal élément légitimant la dictature du président Aliiev. Ce petit pays riche en pétrole s'est assuré du soutien militaire du grand frère turc et d'Israël pour procéder à une campagne de réarmement depuis dix ans.

En face, la république arménienne peut compter sur le soutien de l'Iran, de la Russie et de sa diaspora. Les deux nationalismes s'affrontent, au nom du respect des frontières pour l'un et d'une grande Arménie mythifiée pour l'autre.

Le déclenchement de cette guerre sanglante est la conclusion de la longue campagne de réarmement de l'Azerbaïdjan grâce à ses ventes d'hydrocarbure. Elle démontre surtout l'incapacité de la communauté internationale



à faire respecter le droit en termes de respect des frontières et des minorités ainsi qu'à trouver une solution pacifique à un conflit vieux de trente ans.

Derrière ce conflit se cache surtout l'échec économique de ces deux États depuis la fin de la période soviétique. Auparavant des nations industrielles prospères, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont bradé leurs unités de production pour se spécialiser dans l'exportation de ressources naturelles. Depuis l'indépendance de 1991, plus d'un million d'Arméniens ont quitté leur pays.

États-Unis : une élection pour rien ?

Le 3 novembre les États-Uniens se rendront aux urnes afin de désigner leur président. À moins d'un mois du scrutin, force est de constater que le débat n'est pas à la hauteur des enjeux.

Depuis son élection en 2016, Donald Trump n'a eu de cesse de mener une politique ouvertement néo-fasciste : en procédant à des réductions d'impôts pour la bourgeoisie jamais vues auparavant, en menant une répression inouïe à l'égard des migrants, des femmes et des minorités ou en soutenant à demi-mots les milices d'extrême-droite. Sur le plan extérieur, son bilan n'est guère plus réjouissant. Non content d'avoir déversé plus de bombes à l'étranger qu'aucune autre administration avant lui, le milliardaire de Wall Street a engagé les États-Unis dans une politique belliqueuse à l'égard de la Chine et de la Russie.

Cette politique mortifère a stimulé une opposition de gauche structurée autour de jeunes députées dans le sillage du socialiste Sanders. Mais les caciques du parti démocrate ont préféré l'ex-vice-président Joe Biden, figure centriste peu enthousiasmante.

Les démocrates ont perdu quatre ans dans leurs procédures juridiques afin de contester l'élection de Donald Trump pour cacher leur propre échec à mobiliser les classes populaires. Encore récemment, les démocrates ont pathétiquement tenté de contester la prérogative présidentielle de nommer un juge conservatrice à la cour suprême après le décès de la juge progressiste Ruth Ginsberg.



Le débat présidentiel du 29 septembre dernier, qui a tourné au ridicule, a confirmé la stratégie du pourrissement entreprise par les deux candidats : si Biden tente de rallier l'électorat modéré, Trump cherche avant tout à mobiliser sa base d'extrême-droite et compte sur la démobilisation d'une gauche à qui ses adversaires ont laissé peu de gages.

Cette situation, qui avait déjà permis la victoire ce néo-fascisme en 2016, est dangereuse dans un pays miné par les divisions ethniques et où des partisans de Trump défilent lourdement armés dans les villes démocrates dans une volonté d'intimidation. Le président sortant ayant d'ors et déjà annoncé qu'il ne reconnaîtrait pas une éventuelle défaite, toutes les planètes s'alignent pour que les frictions internes propres à la bourgeoisie états-unienne ne débouchent sur une catastrophe démocratique dont le monde entier aurait à pâtir.

Élections sénatoriales 2020

172 sièges du sénat étaient à renouveler dans la moitié des départements français le dimanche 27 septembre dernier. Les résultats n'ont pas bousculé la couleur politique de l'hémicycle du Palais du Luxembourg. En effet, la droite et le centre conservent leur majorité. Finalement, le scrutin confirme les résultats des dernières élections municipales. La nouveauté concerne EELV qui parvient à faire élire 10 sénatrices et sénateurs et crée ainsi un groupe au Sénat. Le PCF quant à lui, fait élire 3 nouveaux parlementaires : Marie-claude Varailles, nouvelle sénatrice en Dordogne, du jamais vu dans ce département depuis les débuts de la 5ème république ; Jérémy Bacchi dans les Bouches du Rhône et Gérard Lahélec dans les Côtes d'Armor. Il renforce son groupe de 2 élus. Dans 3 ans, les grands électeurs de l'autre moitié des départements seront appelés à voter.



En France

3

Budget 2021 : des milliards sans contrepartie



Lundi 28 septembre, le gouvernement présentait en conseil des ministres le projet de loi de finances (PLF) 2021, préparé par les services du ministère de l'économie et des finances. Les choix portés par ce projet budgétaire revêtent une importance majeure puisque la comptabilité nationale s'y réfèrera toute l'année.

Intégrant le plan de relance aux 100 milliards présenté début septembre (voir notre précédent numéro), le projet de loi de finances pour 2021 conforte sa volonté de privilégier les entreprises, sans attendre quelque contrepartie que ce soit.

Avec une volonté clairement affichée de «renforcer la compétitivité» des entreprises, Bruno Lemaire affirme que «[le budget] répond à l'urgence immédiate de dizaines de milliers d'entrepreneurs qui ont besoin de l'Etat pour faire face à la crise.» Il nous chante donc à nouveau ce mauvais refrain qui réclame toujours plus d'allègements fiscaux (ou sociaux) pour les en-

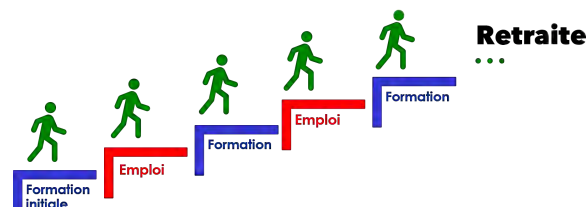
trepreneurs, dans le but angélique de créer de l'emploi. Il y a eu, c'était pour le CICE, qui nous a coûté de l'ordre de 20 milliards d'euros par an, pour une création d'emplois estimée entre 100 000 et 160 000 (chaque emploi aurait donc coûté à la comptabilité nationale de 650 000 € à 1 000 000 €!).

Or, ces allègements devant permettre de lutter contre une «fiscalité punitive», pour reprendre la formule de Jean Castex, ne se contentent pas de faire passer au second plan services publics et infrastructures collectives, elles fragilisent aussi tout particulièrement les collectivités locales. La baisse des impôts dits «de production», de l'ordre de 10 milliards par an, se décline ainsi :

- suppression de la part régionale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui affectera les régions, départements et blocs communaux
- réduction de la taxe foncière sur les propriétés bâties des industriels (TFPB) et abaissement du taux de plafonnement de la contribution économique territoriale (CET), qui concerneront les communes et intercommunalités

Dans le contexte sanitaire que nous connaissons, où les collectivités locales ont été au premier rang dans la lutte contre le covid et dans l'assistance portée aux plus fragiles de leurs administrés, à qui il a été demandé d'endosser des responsabilités sans en accorder les moyens, le tout dans un continuo de contradictions et de flou, les annonces budgétaires ont un arrière-goût amer.

Formation professionnelle : Démantèlement régulier du service public



Depuis 2010 et Sarkozy le service public de la formation professionnelle des adultes a été méthodiquement laminé.

En 2010 cela a commencé par la casse de l'AFPA (issu du CNR) qui aujourd'hui n'est plus qu'un outil de formation à but lucratif comme les autres. Parallèlement l'État s'est désengagé de plus en plus de la mission de formation des adultes en confiant aux régions de plus en plus de prérogatives en la matière. Ces dernières, en général, se concentrent sur les formations d'adaptation aux besoins immédiats des employeurs régionaux au détriment des formations qualifiantes. Les personnes qui recherchent des formations dans des domaines peu présents dans leurs régions doivent (si une convention existe) aller la faire dans une région parfois éloignée de plusieurs centaines de kilomètres. Parfois avec des frais importants (hôtellerie du week-end par exemple).

Les communistes proposent que ces formations redeviennent la responsabilité de l'État mais en tous cas qu'il y ait des conventions systématiques entre les régions pour permettre à tous les adultes en recherche de qualification ou de reconversion de ne pas avoir de frais à leur charge.

18 mois d'enquête et un rapport inquiétant



ARRÊTÉ·E-S POUR AVOIR MANIFESTÉ

LA LOI COMME ARME DE RÉPRESSION DES MANIFESTANT·E-S PACIFIQUES EN FRANCE

Ces dernières années, la France a connu de nombreux mouvements de protestation, du mouvement des « Gilets jaunes » aux manifestations appelant à une action face à l'urgence climatique, de celles en faveur de la justice sociale ou encore contre l'impunité policière et le racisme qui ont suivi l'homicide de George Floyd aux États-Unis.

Amnesty International publie ces jours-ci une enquête menée sur 18 mois concernant la réponse que les autorités ont donné à ces mouvements sociaux. Et le constat qu'ils en font est extrêmement inquiétant et démontre à quel point la répression est devenue monnaie courante. Manifester pacifiquement expose au risque de violences policières et de mises en garde-à-vue. Les autorités instrumentalisent des lois contraires au droit international pour verbaliser, arrêter arbitrairement et poursuivre en justice des gens qui n'ont commis aucune violence. Entre novembre 2018 et juillet 2019, en plein mouvement des gilets jaunes, 11 203 d'entre eux ont été placés en garde à vue. Plus de la moitié, soit 5962 manifestants, ont été libérés sans poursuites. D'autres ont été poursuivis, et parfois condamnés, pour des activités qui ne devraient pas constituer des infractions pénales.

En 2019, 20 280 personnes ont été reconnues coupables d'« outrage à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité publique », y compris dans des contextes de manifestations, et dans certains cas pour de simples slogans. Lors d'une manifestation contre les violences policières à Narbonne en 2019, quatre manifestants ont fait l'objet d'une enquête pour outrage pour avoir déployé une banderole sur laquelle était écrit « Oui au muguet, non au LBD ».

Depuis mars 2019, plus d'un millier de personnes ont reçu des contraventions pour avoir participé à des manifestations considérées comme « interdites », alors même que ces personnes n'étaient pas au courant d'une interdiction, voire ne manifestaient pas...

Des centaines de personnes, dont des manifestants, ont été reconnues coupables de « participation à un groupement en vue de la préparation de violences ». Cette infraction très vague permet aux autorités d'arrêter et de poursuivre en justice des personnes non pour ce qu'elles ont fait, mais en raison de ce que les autorités pensent qu'elles pourraient faire. Et cela avec des indices très discutables, comme le fait de porter des lunettes de natation ou des masques pour se protéger du gaz lacrymogène et des tirs de LBD40. Une manifestante a d'ailleurs confié à Amnesty International qu'elle avait été arrêtée pour « participation à un groupement en vue de la préparation de violences » après avoir gonflé des ballons de baudruche sur les Champs-Élysées le 14 Juillet.

En avril 2019 a été introduite une interdiction générale de dissimuler son visage pendant les manifestations sous peine d'une amende pouvant aller jusqu'à 15 000 euros et d'une peine pouvant aller jusqu'à un an d'emprisonnement. Entre avril et octobre 2019, cette interdiction a donné lieu au placement en garde à vue de 210 personnes. En 2019, 41 manifestants ont été reconnus coupables de cette infraction, qui, à l'heure du covid, était totalement vide de sens.

Pour conclure, Amnesty International revient sur la promesse électorale qu'Emmanuel Macron avait faite quand il était en campagne de protéger le droit de se réunir pacifiquement, et en dénonce avec force le reniement.

L'urgence c'est l'emploi !

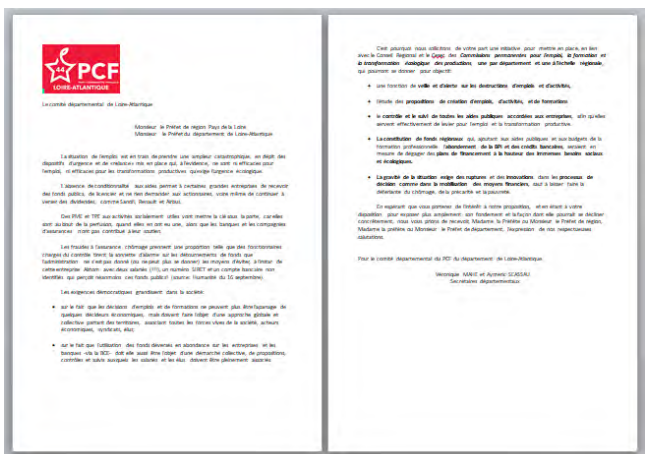
Les 9 et 10 octobre derniers, les communistes de toute la France se sont mobilisés pour l'emploi. Dans le cadre de sa campagne nationale, le PCF a organisé des centaines d'initiatives avec l'objectif d'alerter les populations sur les 400 plans de licenciements comptabilisés en France depuis le mois de mars et exiger l'interdiction des licenciements.

En Loire-Atlantique, la fédération et les sections du PCF ont organisé plusieurs initiatives dans le cadre de cette campagne : la distribution d'information sur la situation de l'aéronautique aux salariés des sites de Nantes, St Nazaire et Montoir de Bretagne ; l'interpellation du Préfet, par courrier pour demander une conférence départementale pour l'emploi et enfin, une conférence de presse pour donner le point de vue des communistes sur la crise sanitaire, sociale et économique.



Objectifs emploi et 2021 4

Campagne emploi : lettre au Préfet de Loire-Atlantique



Les fraudes à l'assurance chômage prennent une proportion telle que des fonctionnaires chargés du contrôle tirent la sonnette d'alarme sur les détournements de fonds que l'administration ne s'est pas donné (ou ne peut plus se donner) les moyens d'éviter, à l'instar de cette entreprise Alstom avec deux salariés (!!!), un numéro SIRET et un compte bancaire non identifiés qui perçoit néanmoins ces fonds publics! (source: Humanité du 16 septembre).

- une fonction de veille et d'alerte sur les destructions d'emplois et d'activités,
- l'étude des propositions de création d'emplois, d'activités, et de formations
- le contrôle et le suivi de toutes les aides publiques accordées aux entreprises, afin qu'elles servent effectivement de levier pour l'emploi et la transformation productive.

Les exigences démocratiques grandissent dans la société:

- sur le fait que les décisions d'emplois et de formations ne peuvent plus être l'apanage de quelques décideurs économiques, mais doivent faire l'objet d'une approche globale et collective partant des territoires, associant toutes les forces vives de la société, acteurs économiques, syndicats, élus;
- sur le fait que l'utilisation des fonds déversés en abondance sur les entreprises et les banques -via la BCE- doit elle aussi être l'objet d'une démarche collective, de propositions, contrôles et suivis auxquels les salariés et les élus doivent être pleinement associés.

- La constitution de fonds régionaux qui, ajoutant aux aides publiques et aux budgets de la formation professionnelle l'abondement de la BPI et des crédits bancaires, seraient en mesure de dégager des plans de financement à la hauteur des immenses besoins sociaux et écologiques.
- La gravité de la situation exige des ruptures et des innovations dans les processus de décision comme dans la mobilisation des moyens financiers, sauf à laisser faire la déferlante du chômage, de la précarité et la pauvreté.

C'est pourquoi nous sollicitons de votre part une initiative pour mettre en place, en lien avec le Conseil Régional et le Ceser, des Commissions permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation écologique des productions, une par département et une à l'échelle régionale, qui pourront se donner pour objectif:

En espérant que vous porterez de l'intérêt à notre proposition, et en étant à votre disposition pour exposer plus amplement son fondement et la façon dont elle pourrait se décliner concrètement, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Préfet, l'expression de nos respectueuses salutations. »

« La situation de l'emploi est en train de prendre une ampleur catastrophique, en dépit des dispositifs d'urgence et de «relance» mis en place qui, à l'évidence, ne sont ni efficaces pour l'emploi, ni efficaces pour les transformations productives qu'exige l'urgence écologique.

L'absence de conditionnalité aux aides permet à certaines grandes entreprises de recevoir des fonds publics, de licencier et ne rien demander aux actionnaires, voire même de continuer à verser des dividendes, comme Sanofi, Renault et Airbus.

Des PME et TPE aux activités socialement utiles vont mettre la clé sous la porte, car elles sont au bout de la perfusion, quand elles en ont eu une, alors que les banques et les compagnies d'assurances n'ont pas contribué à leur soutien.

Conférence régionale du PCF en vue des échéances 2021

Les enjeux politiques des élections régionales, entre réponses à la violence des crises sanitaire, sociale et l'évolution de l'organisation territoriale sont considérables.



Si le PCF défend la nécessité d'un rassemblement le plus large à gauche, celui-ci doit se faire autour de contenus partagés. C'est dans cet état d'esprit que les représentants des 5 fédérations ont commencé à rencontrer les forces de gauche des Pays de la Loire.

Le scrutin de 2021 est une étape décisive pour accéder ou au contraire faire obstacle au projet libéral du capital. Les incidences des politiques régionales sur les vies au quotidien sont très importantes bien que largement sous-estimées dans la population : des différences significatives apparaissent dans les politiques mises en place selon les majorités. Le rapport à l'enseignement privé, aux gratuités dans l'enseignement public, le soutien à la vie associative ne sont pas les mêmes, les conventions TER non plus. Le PCF a pour objectif de sortir de ces élections avec des positions électorales renforcées dans des rassemblements gagnants contre la droite, LREM et l'extrême-droite. **Les communistes ne doivent pas considérer ces régionales comme un simple moment où ils font entendre nos propositions et où, ensuite, nous passons à autre chose. Ils ont l'ambition politique de participer à la gestion des régions, ce qui est d'ailleurs une décision de leur dernier congrès départemental.**

A ce jour, des échanges ont eu lieu avec le PS, EELV, FI, GDS et Génération(S). Samedi 3 octobre, 42 délégués, dont 14 de Loire-Atlantique, se sont réunis à Angers pour une 1ère conférence régionale. **Au terme de débats sereins et fructueux, ils ont décidé à l'unanimité du lancement d'un appel au rassemblement de toute la gauche sans exclusive.**

Un comité régional transitoire a été élu avec 3 représentants par département, la fédération de Loire-Atlantique y sera représentée par Véronique Mahé, Aymeric Seassau et Pedro Maia. En dernier lieu, la conférence régionale a validé les chefs de file départementaux désignés lors de l'assemblée générale départementale du 26 septembre Véronique Mahé et Pedro Maia.

Témoignages

C'était ma première conférence régionale depuis mon adhésion en 2014. Cela m'a permis de mettre des visages sur des noms. Cela m'a permis de rencontrer les camarades des autres départements des Pays-de-la-Loire. La politique sociale, la transition énergétique ainsi que l'écologie doivent être au cœur de notre stratégie lors de nos prochaines échéances électorales. À la suite de nos débats, j'ai confiance en notre capacité de rassembler.

Nina TILMONT

Ce moment fut rythmé par les nombreuses interventions sur les aspirations de chacun et chacune. Tout cela a permis au groupe de se rendre compte des nécessités et volontés de tous et toutes selon les différentes réalités locales. A titre personnel plusieurs facteurs ont rendu ce moment positif et rassurant. Premièrement, la diversité des sujets engagés dans les prises de parole nous montre bien que les communistes sont engagés sur plusieurs fronts, chacun sur leur terrain avec honnêteté. De plus le débouché de ce moment fut très positif car les communistes ont toutes et tous été d'accord sur les propositions faites. Pour continuer, j'ai trouvé que pour ma première participation à une conférence régionale, je fus très à l'aise pour discuter avec les camarades. Pour finir je suis repartie de cette conférence pleine de volonté pour travailler et militer pour que le Parti communiste ait toute sa place dans les régionales.

Laure DEGOBERT

Octobre rose, un mois de mobilisation contre le cancer du sein

Cette année encore près de 58 000 cas seront détectés en France... Et 12 000 femmes en mourront. **Insister sur l'importance du dépistage précoce** aider financièrement la recherche et améliorer le bien-être des patientes, y compris d'un point de vue dermatocologique, tels sont les enjeux de la campagne 2020.

Le message paraît d'autant plus important cette année, avec le confinement, où de nombreuses femmes ont remis à plus tard leur mammographie. Les médecins craignent de devoir prendre en charge des cancers plus graves, plus avancés.

C'est pourquoi, durant ce mois d'Octobre, bien des collectifs de femmes dans diverses communes du département, vont inciter chacun-es à trier leurs soutiens-gorge encore utilisables à les déposer dans des bacs prévus à cet effet, et à prendre rendez-vous pour se faire dépister.



Le Social au cœur

5

A Nantes, une clinique en grève pour la dignité au travail



Les mobilisations du personnel de l'hôpital public ont mis en lumière le profond mal-être de la fonction publique hospitalière. Mais les soignants du secteur privé ne sont guère mieux lotis. A Nantes, les salariés de la clinique du Parc sont en grève depuis le 21 septembre après avoir déjà arrêté le travail pendant cinq jours en juin.

Cette clinique psychiatrique est la propriété du groupe Ramsay, géant international de la santé qui possède plus de 200 établissements dans le monde. Le personnel, majoritairement féminin, dénonce une politique salariale honteuse eu égard des qualifications et de l'investissement professionnel tant des soignants que du personnel administratif.

Le Ségur de la santé, vaste mascarade du gouvernement vis-à-vis des soignants (voir les NLA n°1036), constitue une injustice supplémentaire faite aux salariés du privé dont les augmentations de salaires demeureront inférieures à leurs camarades du public.

Aux bas salaires s'ajoutent à la clinique du Parc des conditions de travail dégradées mettant en cause le sens du travail et la qualité de l'accueil des patients. De nombreux soignants témoignent de l'impossibilité de bien réaliser leur mission au vue de l'intensification du travail mise à l'œuvre par la direction.

Les négociations collectives sont pour l'instant compliquées. Face aux revendications des grévistes, la direction a proposé des faibles hausses de salaires accompagnés de divers avantages en nature. Cette réponse est méprisante vis-à-vis de salariés qui dénoncent à juste titre des rémunérations bien loin de refléter leur dévouement au travail.

Alors qu'une large majorité du personnel est en grève, malgré les réquisitions et le service minimum propre à la profession, les médecins libéraux et les patients de la clinique soutiennent ce mouvement. En effet, les grévistes se mobilisent pour toutes et tous car un personnel soignant en souffrance signifie une qualité de soin moindre dans un établissement d'utilité publique au cœur de la 6e ville de France. Après la clinique Jules Verne cet été, la grève de la clinique du Parc symbolise le mépris dont le capital fait preuve à l'égard des salariés du secteur privé de la santé. **Le personnel est exemplaire de détermination et de combativité, le Parti communiste français lui adresse toute sa solidarité et sa confiance en sa victoire finale.**

Journée Nationale de grève et de mobilisation dans les secteurs santé, médico-social et social.

Judi 15 octobre 2020

Rendez-vous à 14h devant le CHU de Nantes et 12h30 au théâtre de Saint-Nazaire

Discours du 2 octobre : le séparatisme décortiqué



«Séparatisme», ce mot d'Emmanuel Macron marque la volonté électorale de prendre les devants sur la droite et son extrême dans le débat en vue des élections présidentielles.

Plutôt que de lutter contre les dérives sectaires, qui visent à assujettir les personnes à une structure sociale et à l'idéologie qui la justifie, c'est le communautarisme qui est remis sur la table. **Or les communautés existent et ne sont pas négatives tant qu'elles ne s'excluent pas entre elles : nationales, d'intérêt, familiales, de travail, d'orientation sexuelle, etc.**

Dans ce cas, et en écartant les très rares organisations réellement communautaristes, l'«isme» révèle une interprétation de phénomènes par des actes intentionnels coordonnés et occultes : c'est ce type d'explication que l'on retrouve dans les théories du complot. Pourtant, les phénomènes sociaux sont souvent complexes, avec des contextes différents, de multiples facteurs, de multiples acteurs qui suivent des logiques qui lui sont propres.

Il s'agit donc d'amalgamer une confession ou une origine (réelles ou supposées) de personnes et les difficultés sociales dans lesquelles elles sont plutôt plus représentées que d'autres parce qu'initialement défavorisées voire davantage dominées.

Derrière des apparences républicaines, le gouvernement prétend répondre à de vrais problèmes sociaux ou particuliers en visant la religion musulmane et, par là, assigne des personnes à des appartenances dont ils ne peuvent s'échapper car liées à une interprétation ethno-culturelle de leur place dans la société.

En ces temps de chômage de masse et de précarité qui fragilisent tant l'autonomie des personnes que les communautés de travail et le service public peinant à répondre aux besoins des membres de la communauté nationale, **le gouvernement choisit de rappeler des choses déjà existantes (sur la lutte contre les dérives sectaires, la scolarisation dès 3 ans...) ou en cours (dédoublage de classes, maisons France services...) et d'innover à la fois par la contrainte vis à vis des collectivités et associations et par une logique de concordat... Bien éloignée de la séparation de l'église et de l'État.**

Start'Air jeunes, menacé de disparition

La presse locale nous relate la décision prise par les Maires des communes de Montoir-de-Bretagne, Saint-Joachim et Saint-Malo-de-Guersac de mettre fin à la convention liant les trois communes à l'association Start'Air jeunes.



Cette association a été créée en 1990 à l'initiative de ces trois collectivités auxquelles il faut ajouter Trignac qui a quitté la structure après l'arrivée de la droite aux affaires en 2014. Cette décision unilatérale fut d'ailleurs critiquée par les élus des trois autres communes. Aujourd'hui, les nouveaux maires élus il y a quelques mois emboîtent le pas à leur collègue remercié en 2017 par la population trignacaise.

La décision de saborder l'association a été prise le 13 juillet, soit quelques jours ou semaines après l'élection des maires et, nous le savons tous, les décisions prises dans la précipitation ne sont pas forcément les meilleures.

Pour notre part, nous critiquons cette décision, qui a été prise sans aucune information, ni quelques mots au cours de la campagne électorale des municipales. C'est un mauvais signal en direction de la jeunesse.

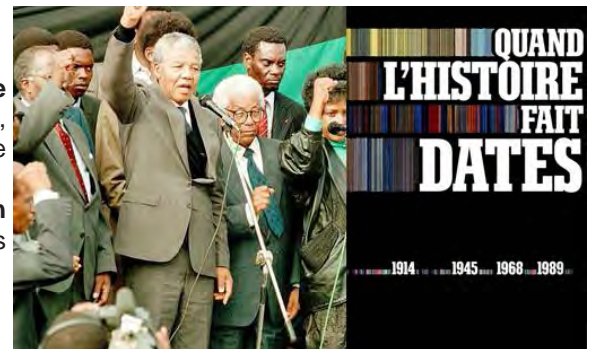
Nous considérons qu'il aurait été plus judicieux d'engager une réflexion sur chaque commune et d'envisager, ensuite, une nouvelle convention entre les communes en s'appuyant sur les besoins de la jeunesse des trois, voire quatre communes fondatrices. **L'association Start'Air a, au cours des 30 dernières années, fait ses preuves en ouvrant de nouveaux horizons à la jeunesse, en leur proposant des découvertes, des rencontres, en leur permettant de côtoyer des jeunes des communes voisines.** Nous sommes inquiets pour la jeunesse, alors que le club de foot décide de quitter la commune, la collectivité en rajoute une couche. Pourtant personne ne peut affirmer que le maire précurseur de Trignac a eu raison de quitter le navire en 2014 à moins de considérer que le remplacement des éducateurs par des policiers soit la solution ? Ce n'est pas notre point de vue.

Aussi nous demandons aux élus de reconsidérer la question et d'engager une grande réflexion sur ce sujet qui en vaut la peine. L'avenir de la jeunesse c'est aussi l'avenir de notre commune.

Expression des communistes de Saint-Malo-de-Guersac

Quand l'histoire fait date

Patrick Boucheron dévoile vingt nouvelles enquêtes sur les grandes dates qui ont marqué l'Histoire et la mémoire des hommes. Dans cette deuxième saison de « Quand l'histoire fait date » le médiéviste, professeur au Collège de France, poursuit son exploration des dates marquantes de l'Histoire, de la libération de Nelson Mandela, au coup d'État militaire contre le président chilien Salvador Allende en passant par les grottes de Lascaux, la variété des sujets est grande. Ses talents d'historien et de conteur, mise en image avec de nombreuses animations, vidéos et tableaux **apportent un éclairage particulier à l'Histoire qu'on ne trouve pas dans nos livres d'écoles.** Avec un format de 25 minutes, ces vidéos proposés par la chaîne Arte, sont à la fois faciles à regarder et pleines de détails. Une autre façon de voir l'Histoire à retrouver sur <https://www.arte.tv> ou sur Youtube.



Culture, idées, sciences

6

Juliette Gréco, au revoir...



«Je préfère partir debout avant d'y être obligée»

Comment envisagez-vous votre avenir ?

Je laisse la vie et le temps faire. Je verrai... J'ai toujours compté sur la vie et sur les autres. Je n'ai jamais cru à demain. Le matin, je suis toujours surprise d'être là...

Cela permet de vivre plus sereinement ?

Plus fort, avec plus d'enthousiasme. Je ne me dis pas : « Ah, quand je serai grande... » ou « quand je serai vieille »... C'est pour manger tout de suite !

Ces 65 ans de carrière ne vous aident-ils pas à relativiser ?

Chaque chanson est un combat. C'est comme un enfant. Il faut l'amener devant les gens. Il faut qu'ils l'acceptent, faire en sorte qu'ils l'aiment. Le succès est une chose magnifique et l'échec aide parfois à faire avancer les choses, à essayer de mieux faire...

Je ne vais pas aux enterrements parce que je ne veux pas avoir de certitudes... Je préfère les garder vivants. Continuer à les chanter veut dire qu'ils sont toujours là... C'est quand on oublie les gens qu'ils sont morts. D'après son dernier entretien en 2015 à l'Huma Dimanche.

Marcel Trillat journaliste, réalisateur et militant



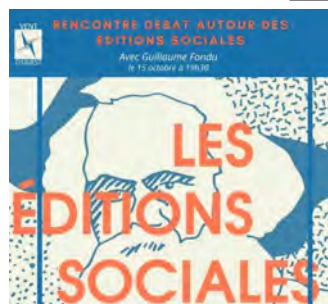
Il y a quelques mois, dans le cadre d'un Huma-café, nous recevions à Nantes le journaliste-réalisateur Marcel Trillat. Inquiets de ne pas le voir arriver, alors qu'il avait quitté son appartement parisien comme prévu vers midi, qu'il aurait dû être déjà arrivé à Nantes depuis plusieurs heures et qu'il ne pouvait pas répondre à nos appels, n'ayant plus sur le moment de téléphone portable, nous avons commencé la projection du «Premier mai à Saint-Nazaire», documentaire sur la grande grève de 1967.

Au moment où les dernières images allaient quitter l'écran, Marcel Trillat est arrivé, prêt à répondre à chaque main levée et à relater de très nombreux souvenirs. A

donc commencé un feu roulant d'évocations sur ses débuts comme journaliste télé pour l'émission de reportages «Cinq colonnes à la une», sur la rubrique de reportages «Une vie» avec Marcel Bluwal dans L'Humanité Dimanche. Il y a eu des moments savoureux où notre invité a raconté sa participation à la radio libre Lorraine cœur d'acier, créée par la CGT à Longwy pour lutter contre les fermetures d'usines dans le milieu sidérurgique. Cette radio, évoquant la lutte en cours, était ouverte et donnait la parole à tous. Diffusant illégalement quelques heures par jour, il fallait régulièrement déménager l'antenne. À chaque tentative d'évacuation par les CRS, on y sonnait le tocsin et des milliers de personnes venaient protéger la radio.

C'est donc avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de ce grand militant, défenseur des «prolos», des «femmes précaires», des «enfants de la dalle» ou encore des «étranges étrangers» pour reprendre quelques uns des titres des films qu'il nous a laissés. Rendant sa carte du Parti communiste en 1987, il en est toujours resté un compagnon de route, appelant notamment à voter pour Ian Brossat aux dernières élections européennes.

Le documentaire «L'Atlantide, une histoire du communisme», réalisé avec Maurice Failevic pour la télévision et diffusé sur France 2 le 31 mars 2011 est toujours disponible chez Rouge Productions en DVD.



Rencontre avec Guillaume Fondu

Nous signalons une **rencontre-débat avec Guillaume Fondu à la librairie Vent d'Ouest :**
Jeudi 15 octobre à 19h30
5 Place du Bon Pasteur à Nantes

Guillaume Fondu, docteur en philosophie, enseignant-chercheur à l'université de Rennes, est auteur, éditeur et traducteur. Il participe notamment à la Grande Édition Marx Engels, dite GEME, publiée aux Éditions Sociales.

A voir absolument en replay sur France 2... « Laëtitia »



Le 25 janvier 2011, Laëtitia, jeune serveuse près de Pornic avait disparu depuis six jours... Son agresseur Tony Meilhon connu des services de police était déjà sous les verrous. Mais le corps de la victime n'était pas retrouvé.

C'est alors que le président Sarkozy s'emparant de ce qui était présenté comme un fait divers déclara lors d'une interview télévisée : « la récidive criminelle n'est pas une fatalité, il faudra des décisions, pas des commissions de réflexion... »

Les juges, avocats, greffiers, toute la machine judiciaire, devaient réagir et descendre dans la rue pour dénoncer avec véhémence pour la première fois, la misère des conditions de travail toujours plus dégradées.

Fin 2016, l'historien et sociologue Ivan Jablonka publiait au Seuil « Laëtitia ou la fin des hommes », récompensé par le prix Médicis. **Son souci de faire sortir Laëtitia de son rôle de victime pour la réhabiliter dans son parcours de vie si singulier, devait entrer en résonance avec la sensibilité**

d'un cinéaste documentariste, Jean-Xavier de Lestrade.

« Au bout de quelques semaines je me suis dit qu'il fallait absolument y aller parce que l'histoire raconte tellement de nous, de notre temps. Cette série qui n'est pas un divertissement, pouvait apporter une prise de conscience aux gens qui connaissent d'autres Laëtitia ».

Le projet d'une série télévisée en six épisodes est donc annoncée pour 2018 sur France 2.

Mais les relations avec la famille ont démarré sur un énorme malentendu. Une pétition à l'initiative de la tante et de Jessica... la sœur jumelle de Laëtitia (oubliée jusqu'alors) réclamait l'abandon du projet. Ce n'était pas possible de revivre la dépossession qu'elles avaient vécu pendant toute l'affaire de la part des médias.

Il y avait donc un préalable. « Je l'avais dit à Ivan, il fallait l'accord de Jessica. Il devait y avoir une compréhension de ce que nous voulions faire ».

Cette co-écriture du scénario livre une réflexion poignante sur les vies chaotiques des sœurs jumelles, de l'une et de l'autre.

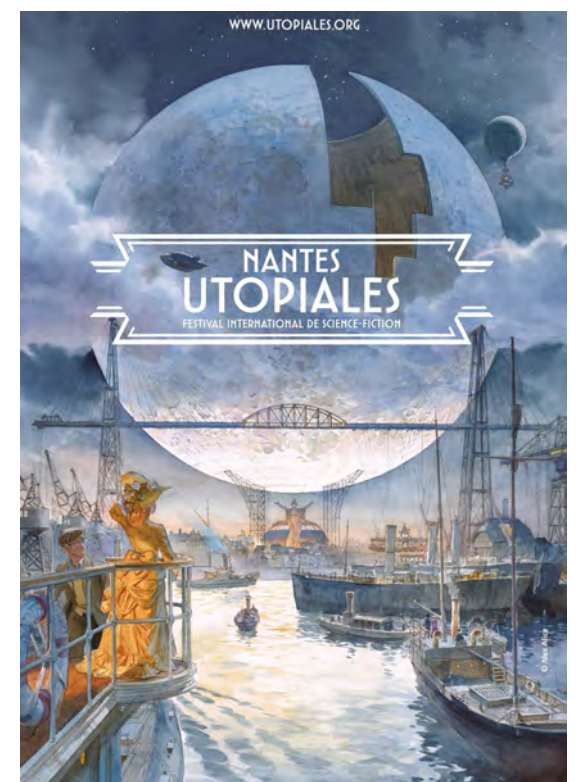
Cette série, n'est pas un divertissement pour samedi soir, des flash-back, qui s'insèrent dans le récit avec fluidité en éclairent les zones d'ombre tout en respectant les jardins secrets de chacune des sœurs.

Aucune institution ne sort exonérée de ses responsabilités. Au terme de la projection, on se dit qu'il y a plus que jamais urgence pour la société de prendre soin des plus faibles, en donnant des moyens à la justice, à la police, à l'aide sociale à l'enfance, pour que l'engrenage de la violence cesse.

Les Utopiales

À la fois manifestation grand public et rassemblement de professionnels, les Utopiales sont considérées comme un événement majeur de la science-fiction au niveau mondial.

Ne manquez pas la dernière édition du 29 octobre au 1er novembre 2020 à Nantes.



Un ans de plus pour l'exposition 1940

Habituellement, l'automne annonce une nouvelle exposition temporaire pour le Musée de la Résistance, mais la crise sanitaire a bousculé les habitudes. L'exposition 2019/2020 est donc prolongé jusqu'en 2021 à l'étage du musée de Châteaubriant.

L'entrée en guerre, la débâcle et la sidération des Français y sont évoqués ainsi que le sentiment d'abandon provoqué par la « drôle de guerre » voulue par Pétain, en 1940. L'exode, les réalités de l'occupation et la fin de la République, la collaboration, les appels à la Résistance de l'été 40, les répressions de Vichy et du Reich sont présentés avec la Résistance pionnière, les premiers réseaux, comme volonté de sauver le patrimoine culturel français.



N'oublions pas les fusillades

7

Déroulé des commémorations

Cette année les commémorations se dérouleront du vendredi 16 octobre au dimanche 18 octobre, en hommage au 50 otages dont 48 seront fusillés à Nantes au terrain du Bêle, dans la carrière de Châteaubriant et au Fort du Mont Valérien par les nazis.

Parce qu'il ne faut jamais oublier ce qu'il s'est passé en octobre 1941, de nombreuses cérémonies et commémorations auront lieu dans notre département. Ce 79ème anniversaire aura lieu avec les conditions sanitaires actuelles et il sera bien évidemment demandé aux participants de respecter les gestes barrières.

Vendredi 16 octobre à 17H45

Veillée du souvenir au monument des 50 otages à Nantes. Dépôt de gerbe, allocution par le Comité du souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes et de la Résistance en Loire Inférieure. Evocation artistique et historique «Ceux qui avaient choisi» de Claudine Merceron et Martine Ritz avec la participation de Pascal Gillet, Michel Hermouet et les enfants : Tino, Lili, Maxence et Eléonore.

Samedi 17 octobre

- 10h30, cérémonies à la stèle de **Choisel sur le lieu du camp.**
- 11H, cérémonie au **Château de Châteaubriant.**
- 16H30, inauguration de la saison du Musée de la Résistance avec les Amis du Musée de Châteaubriant.

Dimanche 18 octobre

Cérémonies d'Indre, rendez-vous à 8H45 sur le quai de la Loire, au mail Odette Nilès.



Cérémonie de Châteaubriant :

- 10H, hommage aux fusillés de la forêt de la Blisière à Juigné-des-Moutiers.
- 11H, réception par Alain Hunault, Maire de Châteaubriant, en Mairie.
- 13H30, rendez-vous au rond-point Fernand Grenier puis défilé vers la Sablière et le lieu des 27 exécutions.
- 14H30, cérémonie officielle sous la Présidence de Madame Odette NILES, Présidente de l'Amicale et de Monsieur Alain HUNAUT, maire de Châteaubriant. Prise de parole de l'Amicale et du Parti communiste français.
- 15H30, évocation Historique avec la participation de comédiens des Tréteaux de France. Texte écrit par Evelyne Loew. Son : EUROLIVE

Jeudi 22 octobre



Cérémonie du souvenir à Nantes :

- 10H au monument des 50 otages et de la résistance.
- 10H45 hommage aux fusillés au monument du terrain du Bêle.
- 11H30, dépôt de gerbes au carré des fusillés du cimetière de la Chauvinière.

Ouvert tous les jours
Livraisons à Domicile

France Fleurs

Artisan Fleuriste
Plantes
Cadeaux

11 place de la Motte
Tél. 02 40 81 23 43
44110 CHATEAUBRIANT

caviste indépendant à Châteaubriant & Nantes



La Cave

vincent bécarn

Châteaubriant - 44110
2 rue du 11 Novembre 02 40 81 84 40
cave.chateaubriant@gmail.com

Nantes - 44300
78 bd Jules Verne 02 51 89 97 52
cavejulesverne@gmail.com

Hommage à Raymond Le Merdy



C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Raymond Le Merdy, camarade qui a longtemps milité pour le PCF. Raymond a adhéré au Parti Communiste Français en 1947, militant de la cellule d'entreprise SERCEL et du quartier de la Jonelière.

C'est chez lui qu'étaient tirés les tracts de la section Nantes Nord. Il avait prolongé ses engagements militants à l'Amicale Laïque. **Nous présentons à Gilles, à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.**



**MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE**

Rentrée étudiante : La crise par dessus la crise

La rentrée universitaire 2020 s'est faite avec le manque de personnel enseignant et le manque de moyens, les universités se sont trouvées abandonnées par le gouvernement dans la mise en place des mesures sanitaires. La nouvelle présidence de l'Université a promis 4 masques lavables pour l'année aux étudiants boursiers et 2 aux non boursiers mais ils n'ont pas encore été distribués.



Les normes sanitaires nécessitent en théorie un espace d'un mètre entre les étudiants, les cours magistraux en amphithéâtre s'effectuent avec la moitié des effectifs et un siège vide entre les élèves. La diminution des effectifs lors des cours magistraux engendre l'autre moitié des cours à distance, avec les inégalités de confort et d'accès à internet que l'on connaît en fonction des foyers. Les Jeunes communistes revendiquent la titularisation des enseignants vacataires et le dédoublement des classes. **A cela, s'ajoute pour les mêmes raisons sanitaires la diminution de moitié des places disponibles au restaurant et à la bibliothèque universitaire.**

La rentrée s'avère aussi compliquée du point de vue financier. En effet, le coût de la vie étudiante augmente cette année de 3%, de 8% si l'on compare sur trois ans. Le principal facteur de cette hausse est la crise sanitaire que nous vivons, avec l'obligation de porter un masque ce qui représente un coût moyen de 230 € par an (UNEF).

Autre effet de la pandémie, les revenus des étudiants sont en baisse puisque beaucoup ont perdu ou bien n'ont pas retrouvé de travail suite à cette crise. Bon nombre d'étudiants doivent travailler ; 74% des étudiants se salarient durant leurs études, 46% le font durant l'année universitaire, et environ 25% travaillent à mi-temps ou à temps complet. Les pertes d'emplois durant le confinement se sont ajoutés aux loyers qui ont dû continuer à être payés. Le loyer représente 69% du budget des étudiants, il faut donc parfois manger moins, se salarier plus ou encore sacrifier une partie de sa vie sociale alors que le confinement a été pour beaucoup compliqué sur le plan psychique.

Dans ce contexte, l'Union des étudiants communistes a lancé une pétition nationale pour le revenu étudiant. En effet, le salariat est la première cause d'abandon des études, cette proposition est une mesure qui vise l'égalité des chances par l'émancipation financière des étudiants. Cette campagne pose également les bases du choix de société auquel nous aspirons. Le revenu étudiant pourrait permettre d'expérimenter le temps des études l'égalité salariale entre les femmes et les hommes tout en cotisant pour la sécurité sociale dont une nouvelle branche serait créée. La proposition répondrait aussi aux problématiques des étudiants étrangers qui doivent entre autres assumer des frais d'inscriptions très coûteux, qui occupent souvent des emplois non déclarés (à cause des accords entre la France et leur pays d'origine) et dont l'éloignement avec leur famille est source de précarité.

Enfin, le défi climatique et les crises multiples qui y sont associées nécessitent d'avoir des futurs travailleurs bien formés, sans compter que l'accès aux diplômes constitue un rempart contre le chômage, puisque celui-ci est 3,5 fois plus élevé chez les non diplômés que chez les titulaires d'un bac + 2 ou plus.

Les 100 ans du Parti Communiste Français

Dans le cadre du centenaire du Parti communiste français, les Nouvelles de Loire-Atlantique demandent à un certain nombre de militantes et de militants du département de se raconter. Chacun sera invité à dire, entre autres choses, ce qui l'a fait rejoindre le PCF, ce qui l'a marqué dans le cadre de son engagement ou encore comment il ou elle perçoit l'avenir du Parti... Cette suite de témoignages issus de générations différentes permettra de multiplier les points de vue et de donner une vision d'ensemble sur le communisme en Loire-Atlantique.



Jacques Rousseau a adhéré au Parti communiste au retour de son temps militaire, effectué pendant la guerre en Algérie... Il n'aurait pas dû y aller, en tant que père. A-t-on voulu le punir d'une opposition trop voyante à cette sale guerre ? Le fait est qu'avec des copains, il ne se privait pas pour exprimer ce qu'il pensait, sur les murs dans la caserne par exemple.

Le Parti communiste ? Jacques le connaît bien, son père était communiste. Très jeune, d'ailleurs, alors que son père était recherché par les allemands après s'être évadé de Chateaubriant, il a su le poids de l'engagement: régulièrement, les allemands venaient de nuit le gifler, lui l'enfant, pour obtenir des renseignements qui les auraient menés au père. «Il est en Allemagne», fut la seule réponse obtenue.

Très vite, on confie à Jacques un CDH, il va ainsi distribuer l'Humanité à ses 56 abonnés, devenir secrétaire de cellule à Saint-Sébastien, puis secrétaire de la section, responsabilité qu'il assumera 17 ans, conjointement à celle de conseiller municipale de Basse-Goulaine et de trésorier de l'ADECRA (association des élus communistes du département) pendant 25 ans. Pendant toutes ces années, parallèlement à son métier de directeur général de l'association d'action éducative auprès des tribunaux pour enfants, il participera au Comité Fédéral ainsi qu'au Bureau Fédéral, sera collaborateur à la Commission Santé pour le handicap et à la commission Police auprès du Comité Central. Au niveau syndical, Jacques va intégrer la Commission exécutive nationale de la CGT pour les services publics et les handicapés. **En 1976, il a d'ailleurs participé, mais dans le cadre du parti, à l'organisation d'un colloque sur le handicap et les adaptations à apporter, dont une grande partie des conclusions restent toujours actuelles.**

Dans ces années, il avait aussi organisé une semaine de la pensée marxiste qui avait rencontré un franc succès, remplissant la Salle Vasse. Succès qui a d'ailleurs eu son revers, plus particulièrement ce jour où une équipe de fachos était venue du nord de la France pour en découdre avec un invité, prêtre lyonnais qui avait hébergé des militants du FLN. Bien sûr, tout n'a pas toujours été facile, notamment la tâche de trésorier de la Fédération. **La vie de militant est très prenante, mais nécessaire. Le travail effectué au sein du parti a répondu à son besoin de dénoncer et de lutter contre l'injustice, rejoignant en cela les métiers du social qu'il s'était choisis.**

Pour conclure, Jacques considère que le Parti lui a beaucoup apporté et continue de lui apporter beaucoup. Il y a rencontré de nombreux camarades, dont les actes, les personnalités mériteraient une meilleure reconnaissance de la société.

Parmi les apports, il insiste sur l'aspect de la formation. Formation qu'il souhaiterait voir reprendre dans les priorités du parti.

Toujours militant, membre du Comité du souvenir et du Musée de la Résistance, Jacques estime que la raison d'être du communisme demeure, tout du moins tant que la question du capitalisme n'est pas réglée.

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Louis CHRETIEN Pedro MAIA
André MAURICE Véronique MAHE
Gauthier LORTHIOIS Jeannine TROUILLARD
Stéphane GUILLOU Pascal DIVAY



Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de ADF44
A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES